Une voix: Vous gagnerez vos élections là-dessus. (*Applaudissements*)

M. Tardif: Merci beaucoup. J'accepte vos applaudissements en toute humilité.

Comme les négociations avec les employés des Postes ont connu un grand succès, le ministre peut-il nous dire ce que l'on fait ou ce que l'on compte faire pour les autres employés du groupe D?

L'hon. E. J. Benson (ministre du Revenu national et président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur. . .

L'hon. M. Starr: Le ministre ne peut répondre de mémoire à la question, il doit lire la réponse.

Une voix: Pourquoi le député de Russell a-t-il posé cette question au ministre?

L'hon. M. Starr: Qu'est-ce qui est venu avant, la question ou la réponse?

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur, depuis la médiation du juge Montpetit, qui a réglé avec succès le récent différend impliquant les postiers, les pourparlers avec l'Alliance de la fonction publique sur l'augmentation provisoire recommandée par la Commission du service civil pour la catégorie D se poursuivent.

Les consultations bilatérales ont repris à la demande du juge Montpetit, ce dernier croyant que des échanges de vues directs entre les représentants de l'employeur et ceux de l'Alliance de la fonction publique pourraient être utiles.

Les pourparlers en sont rendus au point où il semblerait à propos de faire intervenir de nouveau le juge Montpetit. J'ai donc pris des dispositions pour qu'il vienne reprendre à Ottawa ses fonctions de médiateur, dans la partie du différend qui intéresse l'Alliance de la fonction publique; soit dit en passant, celle-ci représente environ 28,000 employés de la catégorie D. Le juge Montpetit s'est arrangé à très bref délai pour venir à Ottawa demain, et j'ai bon espoir qu'il pourra sans trop tarder trouver une solution satisfaisante pour ce groupe de fonctionnaires, comme il l'a fait dans le cas des employés des postes.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. J'aurais cru que Votre Honneur aurait interrompu cette déclaration rédigée d'avance dans un but intéressé. Elle aurait dû être faite avant l'appel de l'ordre du jour et il est très mal d'accaparer ainsi le temps de la Chambre à ses propres fins. Je ne dirais pas que la question a été «plantée», mais plutôt qu'elle a été «semée».

[M. Tardif.]

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur, j'en appelle au Règlement. A mon avis, régler le différend qui touche 28,000 fonctionnaires de la catégorie D. . .

L'hon. M. Starr: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. . .

L'hon. M. Benson: . . . se classant dans la même catégorie que les employés des postes demeure une importante préoccupation de la Chambre.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je croyais que le ministre avait invoqué le Règlement.

Le très hon. M. Diefenbaker: Le ministre a fait une déclaration injustifiée qui ne répond pas à la question. La préoccupation manifestée à l'endroit des fonctionnaires de l'État est tardive et n'est qu'un alibi.

L'hon. M. Benson: Je pose la question de privilège, monsieur l'Orateur. Je voudrais signaler qu'aucun gouvernement ne s'est intéressé davantage aux fonctionnaires de l'État que le gouvernement actuel.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je doute qu'il soit utile de poursuivre la discussion sur le rappel au Règlement, la question ou la déclaration qui, a-t-on laissé entendre, n'était pas simplement une réponse à une question. L'argument invoqué par le chef de l'opposition est peut-être valable, mais la question m'a semblé justifiée qu'elle ait été «semée» ou «plantée». Je crains que de nombreuses questions posées de temps à autre sont «semées» ou «plantées» et il est très difficile pour la présidence de décider arbitrairement si elles sont réglementaires. De toute façon, la question a été posée, on y a répondu et il y a eu un rappel au Règlement ainsi qu'une question de privilège. Nous pourrions peut-être maintenant passer à autre chose.

L'OPPORTUNITÉ DE PRESTATIONS ADDITIONNELLES DE RETRAITE

A l'appel de l'ordre du jour.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, vu l'intérêt porté aux fonctionnaires, je demanderais au premier ministre si le gouvernement a étudié la demande que lui a présentée le 7 novembre l'Association du service civil du Canada. Dans une lettre de 12 pages, on demandait que des mesures soient prises en faveur des fonctionnaires à la retraite, du personnel de la GRC et des forces armées qui ont pris leur retraite avant 1953. Quelles mesures prendra-t-on à ce sujet?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, cette question fait l'objet d'une étude approfondie.